



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-sixième session

Rome, 28-29 avril 1999

RAPPORT D'ÉTAPE SUR LE PROGRAMME DE COOPÉRATION ÉLARGIE (PCE)
FIDA/ONG

I. GÉNÉRALITÉS

1. À sa trente et unième session tenue en septembre 1987, le Conseil d'administration a approuvé le lancement du Programme de coopération élargie entre le FIDA et les organisations non gouvernementales (PCE FIDA/ONG). Ce programme, conçu comme un dispositif permettant d'apporter une aide directe aux ONG sous forme de dons, vise à renforcer le processus participatif dans le cadre des projets et des programmes du FIDA, moyennant une vaste collaboration avec les ONG. Compte tenu de cet objectif général, les activités appuyées par le PCE FIDA/ONG se répartissent en trois catégories:

- expérimentation de nouvelles techniques adaptées aux conditions agro-écologiques et socio-économiques des producteurs ruraux pauvres;
- expérimentation de nouvelles approches et de nouveaux mécanismes institutionnels dans divers secteurs et sous-secteurs d'intervention du FIDA afin d'établir leur pertinence, leur acceptabilité et leur durabilité;
- organisation à l'intention des bénéficiaires et des agents de vulgarisation de programmes de formation visant à améliorer l'exploitation des ressources par des systèmes plus efficaces reposant sur des organisations locales viables, telles que groupements d'agriculteurs, associations d'irrigants et autres formules associatives.

2. Dans ces domaines, les projets du PCE devraient fournir des prototypes et des instruments d'intervention pour les projets en cours ou à venir, et poser les bases des investissements futurs du FIDA.

3. Ce mécanisme a été également utilisé pour financer la consultation annuelle FIDA/ONG et les réunions du Groupe consultatif FIDA/ONG, créé en 1990 pour faciliter la préparation de la Consultation en aidant entre autres à choisir les thèmes, à sélectionner les ONG participantes, à préparer les études de cas, et à examiner les documents directifs.

4. Pour pouvoir bénéficier d'un don, une ONG doit apporter la preuve de son sérieux et de ses moyens, et le gouvernement concerné ne doit pas faire objection au fait que le don proposé soit attribué à l'ONG en question. Le Président a été autorisé par le Conseil d'administration à approuver des dons ne dépassant pas 75 000 USD à certaines ONG remplissant les conditions requises. Le Conseil a également invité le Président à faire rapport sur les projets concernant les ONG approuvés au titre du PCE au cours de l'année écoulée.

5. Sur les ressources totales allouées au titre du Programme de dons d'assistance technique du FIDA pour la période 1978-1998, 2,6% ont été affectés à des dons du PCE. Avec les années, l'importance du PCE n'a cessé d'augmenter, passant de 330 000 USD en 1988 à 1 359 500 en 1998.

6. L'efficacité du programme a fait l'objet d'examen internes périodiques. Les études les plus concertées ont été cependant menées en 1997 et 1998:

- en 1997, un groupe de travail interactif a été constitué, les divers services du FIDA y étant représentés, pour examiner le champ d'application du PCE et ses procédures d'administration. Le groupe a terminé ses travaux, et ses recommandations sont en cours d'examen;
- en 1998, un audit interne du PCE a été réalisé, en tenant compte des recommandations du groupe de travail réuni en 1997. On établit actuellement la version définitive du rapport.

7. Il a été décidé d'entreprendre en 1999 une évaluation d'un échantillon représentatif de dons du PCE, donnant un aperçu des diverses catégories. Cette évaluation sera menée en consultation avec le Groupe consultatif FIDA/ONG afin de donner la possibilité aux ONG partenaires du FIDA de prendre part à l'élaboration du cadre de référence et de la méthodologie de cet examen. Une fois l'évaluation du PCE achevée, un rapport détaillé contenant les recommandations et les conclusions des trois opérations citées ci-dessus sera préparé à l'intention de la direction. Le Conseil d'administration sera également informé des recommandations et des conclusions en question et de leurs répercussions sur les directives et les procédures opérationnelles concernant la gestion et la mise en œuvre du PCE.

8. En bref, les recommandations récapitulatives devraient couvrir: a) le champ d'application du PCE dans son ensemble; b) le bien-fondé du montant maximum par don; c) les critères d'admissibilité; d) les procédures internes suivies au stade de la conception et pendant la supervision à l'échelon local; e) le respect par chaque ONG de ses obligations dans le cadre du don approuvé; f) les dispositifs institutionnels, existant déjà ou devant être créés, assurant une information en retour et une communication bilatérales, adéquates et continues, entre le FIDA et les ONG partenaires; g) les mécanismes à mettre en place pour les échanges et le stockage réguliers et méthodiques de ces données.

9. Il est important de souligner que le PCE n'est que l'un des mécanismes de collaboration du FIDA avec les ONG. La plupart des ONG partenaires du Fonds reçoivent des prêts. De fait, sur les 378 ONG qui ont collaboré avec le FIDA, seules 133 ont reçu des dons du PCE. En outre, la collaboration entre le FIDA et les ONG devrait être replacée dans le contexte plus vaste du partenariat du Fonds avec la société civile, partenariat considérablement élargi au cours des dernières

années. Il serait opportun d'envisager de préparer un rapport détaillé sur les liens de collaboration/partnership du FIDA avec la société civile.

II. ACTIVITÉS DU PCE EN 1998

10. Outre les deux dons qui ont servi à financer la neuvième Consultation annuelle FIDA/ONG et les réunions du Groupe consultatif FIDA/ONG, 22 dons ont été approuvés au titre du PCE pour un total de 1 359 500 USD, soit un recul de 10% par rapport à 1997. Les ONG ont elles-mêmes apporté, en espèces ou en nature, une somme additionnelle de 1 125 926 USD. Le montant moyen des dons du PCE a été en 1998 de 62 000 USD et 70% des dons ont été attribués à des ONG du Sud. Outre les ONG, les projets du PCE en 1998 ont donné lieu à une collaboration avec un certain nombre d'organisations intergouvernementales et bilatérales, dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la Banque mondiale, le Fonds africain de développement, l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO), l'Union européenne, le Ministère de l'agriculture du Libéria, le Fonds canadien pour les initiatives locales et le Gouvernement français. Par ailleurs, quelques initiatives de collaboration ont concerné le secteur privé, comme dans le cas de la SONATRACH, société privée algérienne.

11. En 1998, 68% des dons du PCE ont porté essentiellement sur l'expérimentation de nouvelles approches institutionnelles, 64% sur la formation des bénéficiaires et des agents de vulgarisation, et 41% sur l'expérimentation et la diffusion de technologies appropriées. Deux dons ont été consacrés au soutien direct à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Des résumés des dons sont présentés plus loin, de plus amples renseignements sur chaque don figurant en annexe.

12. Dans le contexte des efforts qu'il a déployés pour encourager l'application de la Convention sur la lutte contre la désertification, le FIDA a collaboré avec un certain nombre d'ONG, pour sensibiliser le public au problème de la désertification et à ses répercussions mondiales et pour favoriser la participation de la société civile aux initiatives nationales et régionales ayant trait à cette convention. C'est ainsi qu'un don du PCE a été alloué à Earth Action dans le but de sensibiliser l'opinion américaine par le biais de campagnes faisant intervenir les principales ONG, des sénateurs et du personnel du Sénat, le monde des affaires et les médias.

13. Au Cameroun, un don en faveur du Caucus africain des Femmes du RIOD sert à renforcer dans un certain nombre de pays du Sahel la capacité de groupements féminins sélectionnés de jouer le rôle d'antennes locales pour la diffusion de l'information sur la Convention sur la lutte contre la désertification. Ce projet facilitera la participation de groupements ruraux féminins à la planification et à l'exécution de plans nationaux d'action et à la mise en œuvre de la Convention à l'échelon local.

14. Des dons du PCE ont été également accordés en vue de développer l'aptitude des groupes cibles du FIDA à contribuer à une exploitation rationnelle et durable des ressources naturelles, cet objectif étant poursuivi tant par la promotion d'institutions locales appropriées et efficaces que par une formation spécialisée des bénéficiaires et des agents de vulgarisation.

15. Le Projet d'activités participatives communautaires d'aménagement des parcours, qui sera exécuté en Jordanie par le Queen Alia Fund, prévoit par exemple la formation des bénéficiaires en matière d'aménagement durable des parcours et la création de comités locaux de gestion afin de développer chez les communautés le sens de la responsabilité et de l'autonomie. Il est prévu que ce projet jette les bases de la gestion des ressources des parcours dans le long terme par les communautés bédouines.





16. L'expérimentation de nouvelles approches institutionnelles de la gestion des ressources naturelles est également le but du Projet de développement agricole et de gestion des ressources à l'initiative des collectivités, qui sera exécuté au Belize par le Kekchi Council. Au titre de ce projet, on renforcera un groupement indigène créé à l'initiative des collectivités, le Sarstoon Temash National Park Co-Management Committee (STNPCC), afin qu'il devienne une ONG pleinement opérationnelle et assure, avec le Gouvernement du Belize, la gestion du parc national de Sarstoon Temash. Ce projet PCE fera également partie intégrante des activités préparatoires conduites en vue de la mise en œuvre d'un plan de cogestion beaucoup plus vaste qui a été soumis par le Kekchi Council au FEM/Banque mondiale. La Banque mondiale a indiqué que l'attribution officielle du statut d'ONG à ce comité de cogestion est une condition nécessaire à l'approbation d'un don du FEM, d'un montant moyen, destiné à financer la proposition du Kekchi Council.

17. À Trinité-et-Tobago, où le FIDA n'avait jusqu'à présent entrepris aucune opération, un don du PCE appuiera la production locale d'agneau par les petits exploitants pauvres de Princess Town, où 50% des ménages vivent au-dessous du seuil de pauvreté national et 40% sont dirigés par une femme. Ce projet expérimental pourrait servir de base pour un projet d'investissement l'année prochaine.

18. Le renforcement des institutions et la promotion de technologies appropriées pour la gestion des ressources naturelles sont les principaux objectifs du don du PCE en faveur d'un projet mené en Algérie et axé sur le renforcement des capacités des organisations non gouvernementales, dans le contexte de la conservation de la diversité biologique et de la lutte contre la dégradation des sols dans des écosystèmes arides et semi-arides. Parmi les activités figurent la construction d'une installation de traitement des eaux usées et la mise en place d'une ferme expérimentale pour des activités de vulgarisation concernant les techniques agro-sylvopastorales appliquées dans les zones arides pour lutter contre la salinisation et la désertification. Suite à des stages de formation et à des ateliers, une structure à assise communautaire sera créée pour la gestion des opérations et l'entretien de l'installation de traitement des eaux usées.

19. Un don du PCE accordé à la Coopération internationale pour le développement de l'Institut catholique pour les relations internationales financera la mise en place de services de soins de santé communautaires dans le district de Raymah au Yémen. Les activités entreprises compléteront le Projet de développement dans la zone de Raymah financé par le FIDA, un projet de lutte contre la pauvreté mené dans l'une des régions les plus défavorisées du pays, comprenant une importante composante de développement communautaire participatif.

20. Dans le cadre du Projet de diversification des revenus dans le comté de Tamou au Niger, l'Association pour le développement des activités rurales (ADAR) organisera des sessions de formation et d'information pour sensibiliser la population aux problèmes d'environnement liés à la conservation du parc national du W situé à proximité, afin qu'elle puisse contribuer à sa protection. Une formation parallèle portant sur des activités artisanales aidera la population locale à diversifier ses sources de revenu et de ce fait freinera la surexploitation des ressources du parc. Le projet fournira également des informations des plus utiles pour les projets actuels et futurs de formation et de développement de l'artisanat du FIDA au Niger.

21. L'expérimentation d'approches institutionnelles et la mise en place d'organisations locales viables est l'un des objectifs principaux de la phase II du Projet de développement de la pêche artisanale, mis en œuvre à Sao Tomé-et-Principe par Ação para o Desenvolvimento de Iniciativas Locais (ZATONA/ADIL). Le don du PCE appuiera le développement institutionnel du groupe d'intérêt économique des pêcheurs (GIEPA), un groupement naissant, et l'aidera à remplir vis-à-vis des pêcheurs ses fonctions de fournisseur de services de base, dont les plus importants sont la distribution et la commercialisation des intrants, et la gestion d'un atelier de réparation des moteurs.



22. Au Sénégal, un don destiné à la Enterprise Works Worldwide Inc. - anciennement Appropriate Technology International (ATI) - appuiera la mise à l'essai et l'adoption d'une nouvelle technologie pour la culture et la transformation du sésame, ainsi que des activités rémunératrices connexes, telles que la production d'équipement, les réparations et l'entretien, et le commerce. Le projet comportera des principes directeurs et des informations techniques concernant l'insertion de la culture et des activités de transformation du sésame dans les projets d'investissement actuels et futurs du FIDA. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie de pays appliquée par le Fonds au Sénégal dans le but d'accroître la production vivrière et les revenus ruraux par le biais de deux principaux axes stratégiques : a) renforcer les ressources humaines; b) tirer parti des possibilités offertes par les marchés diversifiés et en pleine croissance.

23. Le Projet de formation de revenus et de sécurité alimentaire en faveur des ménages ruraux pauvres du Sud-Liban visera à diversifier les activités rémunératrices des femmes pauvres des campagnes qui, du fait du lourd tribut payé par la région à la guerre civile, doivent maintenant assumer la responsabilité de la survie de leur famille. Au titre du projet, des chèvres Shami seront distribuées à crédit (fonds renouvelable en nature), les femmes recevront une formation en matière d'élevage caprin et un certain nombre de coopératives de producteurs seront créées à titre expérimental. S'il obtient de bons résultats, ce projet mettra en relief le rôle du FIDA au Sud Liban; il pourrait par ailleurs ouvrir la voie à de futures opérations du Fonds dans la région, conformément au récent Exposé et des opportunités stratégiques de pays (COSOP).

24. L'objectif général du Programme d'appui aux associations villageoises des femmes rurales de la région de Taourirt-Taforalt dans l'est du Maroc est d'améliorer la sécurité alimentaire et le niveau de vie de ces femmes et de leur famille, moyennant leur participation organisée à la société civile. L'approche qu'il adopte associe la formation, l'assistance technique, l'organisation des communautés, et des techniques appropriées (fourneaux permettant d'économiser le combustible). Grâce à ce don, la Near East Foundation (NEF) peut étendre le programme qu'elle mène avec le Centre international de technologie appropriée (créé par la NEF et en grande partie financé par un don du PCE en 1993) à la région orientale du Maroc et l'associer au Projet de développement rural dans la zone de Taourirt-Taforalt mené actuellement par le FIDA.

25. Comme son nom l'indique, l'initiative Appui au projet de réduction de la pauvreté dans l'ouest du Terai au Népal entend contribuer à améliorer l'exécution dudit projet financé par le FIDA, qui constitue l'une des principales actions du Gouvernement du Népal en faveur des ruraux pauvres. Le projet pilote visera à: a) introduire une méthodologie de développement participatif et des mécanismes de ciblage efficaces; b) lancer des programmes de sensibilisation et de mobilisation; c) promouvoir des organisations communautaires viables et renforcer les compétences des groupes cibles par des activités de formation et de vulgarisation; d) renforcer la capacité institutionnelle des fournisseurs de services publics et améliorer l'efficacité de leurs prestations auprès des ruraux pauvres, suivant des modalités participatives et induites par la demande. Un avantage très important devrait être tiré de ce projet : aider le Projet de réduction de la pauvreté dans l'ouest du Terai à faire en sorte qu'à l'avenir, l'assistance fournie soit ciblée sur les ruraux pauvres, compte tenu de leurs exigences et de leurs aspirations, de leur pleine participation et de leur maîtrise des activités.

26. Le projet pilote mené dans le district de Matale à Sri Lanka est axé sur les jeunes chômeurs, les femmes et les entrepreneurs actuels et potentiels. En définissant et en élaborant une méthode consistant à déployer des promoteurs d'activités économiques pour favoriser le développement des petites et micro entreprises, le don du PCE appuiera le Projet régional de promotion économique de Matale, financé par le FIDA à Sri Lanka.



27. Le Projet de multiplication des semences de riz mené au Libéria vise à atteindre deux objectifs : a) étant donné que les opérations de prêt du FIDA ont été suspendues dans le pays depuis 1989, ce projet permettra au Fonds d'apporter une assistance à ceux qui ont été le plus gravement touchés par la guerre; b) il préparera le terrain pour la reprise des activités du FIDA dans le pays. Visant 4000 familles, dont la moitié sont des rapatriés, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des agriculteurs victimes de la guerre, le projet complétera les efforts déployés actuellement par d'autres institutions bailleurs de fonds en fournissant un surcroît de semences et de plants, ainsi que d'outils et de matériel agricoles améliorés, en vue d'augmenter le potentiel de production vivrière. Le système de multiplication et de distribution des semences devrait permettre de jeter les bases d'une intervention du FIDA beaucoup plus générale dans le pays.

28. Sur l'île de Fogo, au Cap-Vert, le projet d'appui au développement de l'artisanat local moyennant la transformation de matériaux volcaniques locaux à l'usage de l'industrie du bâtiment est axé sur les jeunes chômeurs et comporte la mise à l'essai et la diffusion de nouvelles technologies relatives aux activités des micro-projets. L'organisme d'exécution, l'Atelier Mar, collaborera avec une ONG locale qu'il dotera des moyens nécessaires pour travailler avec les communautés locales sur des initiatives de micro-projets.

29. En Guinée, l'initiative pilote en faveur d'investissements collectifs à caractère productif vise à frayer la voie à la deuxième phase du Projet d'appui aux communautés villageoises cofinancé par le FIDA, conçu pour aider le gouvernement à mettre en œuvre sa stratégie décentralisée de développement, qui a pour objet de lutter contre la pauvreté rurale. Il est prévu que d'ici la fin du projet, selon des modalités participatives et moyennant l'intervention des conseils de développement rural des districts et des communautés, des groupements autonomes, parties prenantes au niveau du village, définissent et gèrent entièrement des micro-projets collectifs à caractère productif, qui seront financés par le Fonds d'investissement local créé par le FIDA au titre de la première phase de son Projet d'appui aux communautés villageoises.

30. En Albanie, la Fondation pour le développement international du Irish League of Credit Unions renforcera le secteur financier rural, extrêmement faible après la crise financière, économique et politique de 1997. Les activités comprendront: a) une formation à l'intention des caisses de crédit mutuel existantes; b) la création de nouvelles caisses; c) le renforcement de l'institution faîtière de la Caisse de crédit mutuel d'Albanie, à l'état embryonnaire. Les enseignements tirés de ce projet devraient permettre de définir les moyens d'octroyer des prêts au titre du projet de remise en état de petits périmètres d'irrigation financé par le FIDA et, ce qui est plus important, de préparer la voie pour la création d'un groupe national de caisses de crédit mutuel capable d'offrir aux Albanais des campagnes un système solide d'épargne et de crédit.

31. Suite à la catastrophe provoquée par l'ouragan Mitch, l'Organisation nationale des indigènes Lencas du Honduras (ONILH) recevra un don du PCE pour réorganiser la production agricole et créer des fonds communautaires médicaux en faveur de 20 communautés vivant dans les municipalités les plus touchées par l'ouragan des départements d'Intibuca et de La Paz. L'ONILH aidera les groupes cibles de deux projets cofinancés par le FIDA : le Programme de développement rural dans la région du Sud-Ouest et le Programme de développement agricole pour la région occidentale.

32. En octroyant du crédit et en dispensant une formation, Relief International aidera les réfugiés et les personnes déplacées du district de Shahor en Azerbaïdjan à entreprendre des activités agricoles productives et à devenir ainsi moins dépendants à l'égard de l'aide alimentaire distribuée par les organisations humanitaires. Ce projet complète le Projet de privatisation des exploitations agricoles, mené actuellement par le FIDA dans le district de Shahor, qui vise à promouvoir les associations de crédit aux fins de développement des communautés et d'accroissement du revenu agricole. Le projet



du FIDA ne prend pas en considération les besoins particuliers des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays, et l'un des résultats attendus du projet du PCE est la communication au Fonds d'informations utiles sur la manière d'atteindre ces populations.

33. Les personnes déplacées à l'intérieur du pays ayant déjà une expérience dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage sont les bénéficiaires du Projet de reconstitution du cheptel mené par le PCE en Géorgie. Sur une période de 12 mois, les principales activités prévues comprennent: a) la sélection des villages cibles et du personnel à former; b) la formation aux méthodes de reconstitution du cheptel; c) le développement des communautés; d) la mise en place de dispositifs de crédit renouvelable; e) la création d'un système durable de reconstitution du cheptel. Le projet sera également complémentaire du Projet de développement agricole dû à l'initiative du FIDA et de la Banque mondiale, qui ne cible pas les personnes déplacées.

34. En Afrique australe, un don du PCE financera la préparation d'un programme triennal de renforcement des capacités, destiné à consolider et à promouvoir des réseaux viables regroupant des associations et des mouvements d'agriculteurs ainsi que certaines ONG jouant le rôle d'intermédiaire, afin que les petits exploitants soient davantage à même de trouver leur place en tant que protagonistes du marché et interlocuteurs, dans le contexte des processus de libéralisation et de privatisation en cours dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Axant son action sur six pays de la SADC et appliquant une approche participative, le projet s'attachera à: a) évaluer les besoins en matière de renforcement des capacités; b) sélectionner les données d'expériences méritant d'être diffusées; c) servir de cadre pour la coordination entre les organisations des pays concernés. Les résultats attendus de ce projet s'inscrivent dans la stratégie du FIDA dans la région, stratégie qui met l'accent sur l'ouverture du marché aux petits exploitants tout en renforçant leur organisation dans ce contexte, et sur la mise en place de services qui les aideront à faire face aux réformes macro-économiques et sectorielles. L'évaluation des besoins et la sélection des données d'expérience à échanger et à diffuser contribueront à rendre l'exécution de la stratégie régionale du FIDA plus efficace dans un milieu mieux informé. En outre, les initiatives jugées concluantes pourraient devenir des prototypes susceptibles d'être reproduits ou étendus dans le cadre des divers projets menés dans les pays concernés.

Région/intitulé du don/pays par ordre alphabétique	USD	DTS	Nom de l'ONG et pays
AFRIQUE I			
Appui au développement de l'artisanat local moyennant la transformation des matériaux volcaniques sur l'île de Fogo (Cap-Vert)	50 000	35 607	Atelier Mar, Cap-Vert
Initiative pilote en faveur d'investissements collectifs à caractère reproductif (Guinée)	75 000	53 216	Association française des volontaires du progrès (AFVP), France
Projet de multiplication des semences de riz mené au Libéria (Libéria)	75 000	53 470	Action for Greater Harvest (AGRHA), Libéria
Projet de diversification des revenus dans le comté de Tamou (Niger)	75 000	53 755	Association pour le développement des activités rurales (ADAR), Niger
Projet de développement de la pêche artisanale - Phase II (Sao Tomé-et-Principe)	30 000	22 276	Ação para o Desenvolvimento de Iniciativas Locais (ZATONA/ADIL), Sao Tomé-et-Principe
Activités rémunératrices liées à la production et à la transformation du sésame (Sénégal)	75 000	75 000	Enterprise Works Worldwide Inc., (anciennement (ATI)), Sénégal
ASIE			
Appui au projet de réduction de la pauvreté dans l'ouest du Terai (Népal)	71 000	50 888	Centre for Agricultural and Environmental Policy Research Extension and Development (CEAPRED), Népal
Projet régional de promotion économique de Matale (Sri Lanka)	60 000	42 608	Sarvodaya Economic Enterprises Development Services (SEEDS), Sri Lanka
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES			
Projet de développement agricole et de gestion des ressources à l'initiative des collectivités (Belize)	20 000	14 308	Kekchi Council for Belize (KCB), Belize
Aide d'urgence pour le redressement de la production agricole des communautés Lenca touchées par l'ouragan Mitch (Honduras)	75 000	53 411	Organisation nationale des indigènes Lencas (ONILH), Honduras
Projet de Princess Town (Trinité-et-Tobago)	54 000	38 347	Committee for the Uplifting of the Underprivileged of Princess Town (CUUP), Trinité-et-Tobago

Région/intitulé du don/pays par ordre alphabétique	USD	DTS	Nom de l'ONG et pays
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD			
Projet de remise en état de petits périmètres d'irrigation composante crédit (Albanie)	75 000	53 260	International Development Foundation of the Irish League of Credit Unions (ILCUF), Irlande
Projet de renforcement des capacités des organisations non gouvernementales dans le contexte de la conservation de la diversité biologique et de la lutte contre la dégradation des sols dans les écosystèmes arides et semi-arides (Algérie)	75 000	53 314	Comité national d'ONGs algériennes du réseau international des ONGs de Lutte contre la Désertification (CNOA-RIOD), Algérie
Projet de crédit et de formation agricoles (Azerbaïdjan)	75 000	53 314	Relief International (RI), États-Unis
Projet de développement agricole (Géorgie)	75 000	53 314	Relief International (RI), États-Unis
Projet d'activités participatives communautaires d'aménagement des parcours (Jordanie)	65 000	45 699	Queen Alia Fund (QAF), Jordanie
Projet de formation de revenu de sécurité alimentaire en faveur des ménages ruraux pauvres du Sud-Liban (Liban)	75 000	53 306	Imam Al-Sadder Foundation (ISF), Liban
Programme d'appui aux associations villageoises des femmes rurales de la région Taourirt-Taforalt dans l'est du Maroc (Maroc)	71 000	50 563	Near East Foundation (NEF), États-Unis
Appui aux soins de santé communautaire dans le district deRaymah (Yémen)	75 000	53 411	Coopération internationale pour le développement, Yémen
DÉPARTEMENT POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET STRATÉGIE DE MOBILISATION DE RESSOURCES			
Projet de sensibilisation et renforcement des capacités (Cameroun)	30 000	21318	Caucus africain des femmes du RIOD, Cameroun
Renforcement des capacités des associations paysannes et des ONG dans la région de la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC) en vue d'assurer la sécurité alimentaire et une agriculture écologiquement viable (Afrique australe)	50 000	35 931	Development Innovations and Networks - East and Southern Africa (IREN-ESA), Zimbabwe



Région/intitulé du don/pays par ordre alphabétique	USD	DTS	Nom de l'ONG et pays
Renforcement de la campagne de sensibilisation du public à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (États-Unis)	33 500	23 805	Earth Action, États-Unis
Neuvième consultation annuelle IFAD/NGO au Caire	100 000	74 451	Réunion, 13 - 16 décembre 1998
Réunion du groupe consultatif	18 000	13 401	Réunion, 30 mars - 1 ^{er} avril 1998

ANNEXE

DONS DU PCE AUX ONG POUR 1998

Nom du pays et intitulé du don: **Cap-Vert:** Appui au développement de l'artisanat local moyennant la transformation des matériaux volcaniques sur l'île de Fogo

Nom de l'ONG: Atelier Mar - Cap-Vert; Associação ABC - Cap-Vert

Montant du don du FIDA: 50 000 USD

Objectifs et activités:

Afin de fournir des informations en vue d'activités futures, et sur la base des recommandations de la mission de formulation du Programme de lutte contre la pauvreté rurale (PLPR) proposé par le FIDA, le projet ciblera les jeunes chômeurs de l'île Fogo, au Cap-Vert, et mettra à l'essai et diffusera de nouvelles technologies relatives à la mise en place d'activités entreprises dans le cadre de microprojets.

Par le biais d'une formation sur la transformation des matériaux volcaniques locaux, le projet cherche à : a) réduire le taux de chômage des jeunes; b) développer de petites activités de remplacement des produits importés en produisant des biens fabriqués localement qui répondent aux besoins de l'industrie du bâtiment du Cap-Vert; c) renforcer la capacité d'une ONG locale l'Associação ABC; d) forger des partenariats entre l'organisme d'exécution et l'Associação ABC.

Atelier Mar, l'une des plus importantes ONG du Cap-Vert, est active depuis plus de dix ans. Elle est spécialisée dans l'appui au développement de l'artisanat local par le biais de la recherche et de l'innovation technique. Atelier Mar et l'ONG locale apporteront ensemble au projet une contribution de 15 000 USD.

Nom du pays et intitulé du don:	Guinée: Initiative pilote en matière d'investissements collectifs à caractère productif
Name of NGO:	Association française des volontaires du progrès (AFVP)-France
Montant du don du FIDA:	75 000 USD

Objectifs et activités:

L'initiative pilote en matière d'investissements collectifs à caractère productif de la communauté financée par le PCE complète le projet d'appui aux communautés villageoises cofinancé par le FIDA, destiné à aider le Gouvernement guinéen à mettre en oeuvre sa stratégie de développement rural décentralisé qui a pour objet de lutter contre la pauvreté rurale.

L'initiative ouvrira la voie à la seconde phase du projet d'appui aux communautés villageoises qui présentera, à plus grande échelle, les investissements communautaires susceptibles d'être financés par le Fonds d'investissement local (FIL) de ce projet. Lors de la première phase du projet, le FIL a financé l'infrastructure sociale uniquement, mais la seconde phase devrait couvrir les investissements productifs et rémunérateurs de la communauté. L'initiative définira tout un ensemble de procédures opérationnelles applicables à ces investissements. De manière plus spécifique, ces procédures comprendront : a) une liste des investissements productifs présentant les conditions requises pour l'obtention d'un financement du FIL; b) le détail des critères d'obtention pour chaque type d'investissement; c) les plans de financement spécifiques de ces investissements; et d) le détail des procédures d'exécution pour la création d'infrastructures, leur fonctionnement, leur gestion financière et leur suivi. L'initiative, qui comprend des opérations complémentaires de la Fondation pour le développement africain, s'appuiera sur les phases pilotes en cours faisant partie du processus de préparation du projet d'appui aux communautés villageoises.

À la fin du projet, on prévoit qu'avec la participation des conseils de développement rural des districts et des communautés, on aura identifié les groupes autonomes parties prenantes au niveau des villages, qui assureront la gestion des micro-projets collectifs à caractère productif. L'initiative garantira à ces groupes des activités d'alphabétisation, une formation technique et à la gestion ainsi qu'un appui technique. Des critères précis d'admissibilité et les responsabilités des diverses parties prenantes à la conception, l'opération et la gestion des investissements à caractère productif seront également définis et intégrés au manuel opérationnel du projet.

L'Association française des volontaires du progrès (AFVP), ONG française, a une longue expérience du Ghana. Fondée en 1963, elle intervient dans plus de 20 pays.

ANNEXE

Nom du pays et intitulé du don: Libéria: Projet de multiplication des semences de riz

Nom de l'ONG: Action for Greater Harvest (AGRHA) - Libéria

Montant du don du FIDA: 75 000 USD

Objectifs et activités:

Le projet tient compte des conditions très difficiles que connaît le Libéria au sortir de la guerre civile qui a détruit la base et l'infrastructure de la production agricole et a provoqué des déplacements massifs des populations rurales. Le projet vise simultanément à : a) permettre au FIDA, après la suspension en 1989 de ses opérations de prêt, de fournir une aide à ceux qui ont le plus souffert de la guerre; et b) créer les conditions propices à la reprise des activités du FIDA dans le pays. Le projet a été mis en place en collaboration étroite avec le PAM, la FAO, l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) et le Ministère de l'agriculture du Libéria.

Le don a pour objectif fondamental de contribuer à la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire des ménages ruraux du district de Zorzor situé dans le comté de Lofa, par le biais de l'accroissement de la production des rizières. Le projet cible 4 000 familles, dont la moitié sont des rapatriés, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et d'autres paysans victimes de la guerre, et viendra renforcer les efforts entrepris actuellement par d'autres organismes donateurs en fournissant aux paysans le matériel végétal qui leur manque ainsi que des outils et un équipement agricole de meilleure qualité, ce qui leur permettra d'accroître leur potentiel de production alimentaire. Le système de multiplication et de distribution des semences devrait jeter les bases d'une intervention plus large du FIDA dans le pays. Précisément, les objectifs sont: a) de porter, dans les 15 prochains mois, le volume de semences de riz à 275 tonnes pour permettre à la fois la riziculture de marais et de montagne, et b) de distribuer environ 275 tonnes de semences de riz à quelque 4 000 paysans locaux à Lofa d'ici décembre 2 000. Les activités comprennent: a) la sélection et la multiplication des semences de riz; b) la distribution des semences de riz; c) la création d'une banque villageoise de semences de riz.

Compte tenu de la faible capacité des institutions publiques en place à organiser de manière efficace des programmes de redressement à assise participative, l'accent sera mis sur la capacité actuelle et future des ONG et des autres groupes de la société civile afin de garantir l'appui nécessaire à leur mise en place.

L'objectif de l'organisation Action for Greater Harvest (AGRHA), officiellement créée en 1996, est d'encourager les paysans locaux à devenir plus productifs et à accéder à l'autosuffisance alimentaire. Dans le cadre d'une collaboration avec le Bureau de coordination de l'aide humanitaire des Nations Unies et avec l'Association de la planification familiale du Libéria, elle s'est engagée dans la mobilisation, la sensibilisation et la formation des paysans de la région. Elle a également mené une évaluation des fermes commerciales avec le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU) et gère actuellement des parcelles de démonstration de riziculture dans d'autres districts du comté de Lofa. L'AGRHA participe au projet à concurrence de 15 685 USD.

Nom du pays et intitulé du don:	Niger: Projet de diversification des revenus dans le comté de Tamou
Nom de l'ONG:	Association pour le développement des activités rurales (ADAR) - Niger
Montant du don du FIDA:	75 000 USD

Objectifs et activités:

Le projet a pour objectif de fournir des informations détaillées sur la formation à l'artisanat et sur son développement au titre des projets actuels du FIDA au Niger et en vue d'en créer de nouveaux. De manière plus spécifique, il a pour but de: a) accroître et diversifier le revenu de la population du district de Tamou; b) contribuer à la protection du parc national (parc du W, qui s'étend le long de la vallée du Niger); et c) renforcer les capacités d'une ONG locale située dans le sud du pays, l'Association pour le développement des activités rurales (ADAR), et le partenariat entre l'ADAR et une ONG du Nord, le Comitato di Coordinamento delle Organizzazioni per il Servizio Volontario (COSV), basée en Italie.

Les activités seront les suivantes: a) organiser des séances d'information sur la conservation du parc national (faune, biodiversité, etc), sur l'effet potentiel de la conservation sur la protection de l'environnement et la production de recettes (tourisme) et sur les moyens de résoudre les conflits entre les responsables du parc et la population locale; b) dispenser à la population locale (principalement aux jeunes et aux chômeurs) une formation à l'artisanat afin d'accroître/de diversifier leur revenu et d'alléger la surexploitation des ressources naturelles du parc (pâturage, chasse, pêche, par exemple); c) octroyer des crédits aux femmes pour qu'elles puissent entreprendre de petites activités rémunératrices et faire de l'artisanat. Une étude sur le potentiel de développement de l'artisanat sera préparée.

Le Comitato di Coordinamento delle Organizzazioni per il Servizio Volontario cofinancera le projet à concurrence de 43 764 USD et l'ADAR à concurrence de 2 062 USD.

ANNEXE

Nom du pays et intitulé du don:	Sao Tomé-et-Principe: : Projet de développement de la pêche artisanale - Phase II
Nom de l'ONG:	Ação para o Desenvolvimento de Iniciativas Locais (ZATONA/ADIL) - Sao Tomé-et-Principe
Montant du don du FIDA:	30 000 USD

Objectifs et activités:

À Sao Tomé, la pêche artisanale constitue un moyen de subsistance important pour de nombreux groupes cibles du FIDA. Le Fonds a financé les deux phases d'un projet relatif à la pêche artisanale dans le pays: la première phase était axée sur la production, laquelle a augmenté de 300%; la deuxième phase, en favorisant la création d'organisations de pêcheurs artisanaux et le développement d'un mécanisme d'auto-financement, devait conduire à la pérennité des activités engagées et au transfert de la gestion du projet aux bénéficiaires. Ces interventions ont été confiées à Ação para o Desenvolvimento de Iniciativas Locais (ZATONA/ADIL) qui, après avoir mobilisé les pêcheurs et formé des groupements avec succès, n'est pas arrivée à leur donner les moyens de poursuivre leurs activités sur le long terme, et ce en raison d'une mauvaise gestion globale du projet (retrait de deux directeurs, suspension du projet pendant plus d'un an). À la fin du projet, prolongé de six mois jusqu'au 31 décembre 1997, le Groupe d'intérêt économique des pêcheurs (GIEPA), créé avec l'appui de ZATONA/ADIL, venait de se former, et ne représentait que 25% environ des pêcheurs artisanaux de l'île; il lui était donc difficile d'assumer les fonctions qu'on avait espérées lui voir remplir à savoir: a) distribution et commercialisation d'intrants; et b) gestion d'un atelier de réparation des moteurs.

Pendant que le FIDA examine les mesures susceptibles d'être appliquées aux petits États insulaires et évalue les expériences passées en matière de développement de la pêche, il est essentiel que ZATONA/ADIL poursuive son action d'appui au développement institutionnel du GIEPA, et lui permette ainsi de renforcer les acquis du projet précédent et d'opérer de manière autonome.

Le projet, appuyé également par une institution coopérante, le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU), vise à renforcer les capacités et à améliorer le cadre institutionnel du groupement de pêcheurs, pour le rendre apte à mener des activités durables et autonomes. Il cible 2 000 pêcheurs artisanaux et femmes *palayès* (vendeuses de poissons), à travers les activités suivantes: a) appui aux activités économiques du GIEPA et formation, celle-ci s'adressant avant tout aux responsables commerciaux et administratifs et portant sur des domaines variés qui vont de l'analyse des marchés à la politique des prix et aux méthodes de vente, en passant aussi bien par la sélection des marchandises et des fournisseurs que par la gestion financière et l'établissement de procédures comptables; b) appui à la diversification des activités économiques du GIEPA, en rapport notamment avec la vente d'intrants et la gestion d'un atelier de réparation des moteurs; c) organisation et mise en place de vente d'essence aux communautés de pêcheurs dans le cadre du GIEPA; d) appui aux femmes *palayès* par le biais de la gestion rationnelle des activités économiques et l'apport de technologies améliorées de transformation des produits dont par ailleurs la commercialisation sera rendue plus efficace. Les douze mois d'appui ininterrompu assurés par le projet devraient conduire à la pérennité des groupements de pêcheurs et des activités économiques.

Nom du pays et intitulé du don:	Sénégal: Activités rémunératrices liées à la production et à la transformation du sésame
Nom de l'ONG:	Enterprise Works Worldwide Inc. (anciennement ATI) - Sénégal
Montant du don du FIDA:	75 000 USD

Objectifs et activités:

La stratégie de pays du FIDA pour le Sénégal vise à augmenter la production vivrière et les revenus ruraux en s'organisant autour de deux axes principaux: a) renforcer les ressources humaines; et b) tirer parti des opportunités offertes par les marchés en phase d'expansion et de diversification. Le don qui appuiera la production et la transformation du sésame, à travers l'expérimentation, l'introduction et la diffusion de nouvelles technologies, s'inscrit parfaitement dans cette stratégie, puisqu'il conduira à un accroissement des revenus du groupe cible du FIDA en mettant l'accent sur un produit négligé jusqu'alors tout en répondant aux besoins d'un nouveau secteur du marché des produits agricoles.

Les agriculteurs apprécient le sésame pour diverses raisons: sa culture est peu exigeante en soins et en intrants, il peut être intercalé avec le mil et enfin il n'a pas d'incidence sur le calendrier agricole. On le consomme dans les plats locaux, sous forme de pâte ou d'huile, et le tourteau sert à l'alimentation animale ou est transformé en farine.

La projet a plus spécifiquement pour objectifs: a) d'expérimenter et d'introduire une technologie appropriée, la presse à main hydraulique, permettant la production d'huile par les villageois eux-mêmes; et b) d'essayer et d'introduire des activités rémunératrices liées à la production et à la transformation du sésame. Il fournira aux projets d'investissement du FIDA, en cours ou à venir, les principes directeurs et les informations techniques se rapportant à l'introduction de la culture du sésame et aux activités de transformation. Celles-ci pourraient d'ailleurs donner naissance à des activités relevant des macro-entreprises, par exemple la production, la réparation, l'entretien et la commercialisation de matériel.

Le don finance notamment les activités suivantes: a) production locale et commercialisation d'une presse à huile de sésame manuelle; b) promotion de la culture du sésame grâce à la diffusion d'informations techniques, de semences et de presses à huile; et c) adaptation et expérimentation sur le terrain d'une presse à moteur.

La branche sénégalaise de l'organisation américaine à but non lucratif, Enterprise Works Worldwide Inc, anciennement dénommée Appropriate Technology International (ATI), possède une longue expérience en matière de pompes à pédale, de fourneaux améliorés et de presses à huile. Elle a déjà réalisé, dans le domaine de la production d'huile de sésame, quelques essais dont elle propose maintenant d'étendre et de confirmer les résultats prometteurs.

ANNEXE

Nom du pays et intitulé du don:	Népal: Appui au projet de réduction de la pauvreté dans l'ouest du Terai
Nom de l'ONG:	Centre for Agricultural and Environmental Policy Research Extension and Development (CEAPRED) - Népal
Montant du don du FIDA:	71 000 USD

Objectifs et activités:

Ce projet pilote cofinancé entend principalement contribuer à améliorer l'exécution du Projet de réduction de la pauvreté dans l'ouest du Terai (PAPWT) financé par le FIDA, qui constitue l'une des principales initiatives du Gouvernement du Népal en faveur des ruraux pauvres.

Il a pour objectifs: a) d'introduire une méthodologie de développement participatif et des mécanismes de ciblage efficaces; b) de lancer des programmes de sensibilisation et de mobilisation; c) de promouvoir des organisations communautaires durables et d'augmenter les compétences des groupes cibles grâce à des activités de formation et de vulgarisation; et d) de renforcer les capacités institutionnelles des prestataires de services publics et d'améliorer leur efficacité auprès des pauvres ruraux en favorisant une approche participative et axée sur la demande.

On attend principalement de ce projet qu'il contribue à garantir que le PAPWT cible bien les ruraux pauvres et reste axé sur les demandes et les aspirations des bénéficiaires en les faisant participer à tous les niveaux y compris celui de la prise de décision. Il devrait également permettre de déterminer les caractéristiques des pauvres, les ressources et les revenus dont ils disposent, et les stratégies qu'ils adoptent pour survivre en dépit de leur dénuement. De plus, l'amélioration de la qualification de 20 animateurs sociaux et le renforcement des capacités des communautés locales auront sans doute un impact important sur le développement futur.

Le Centre for Agricultural and Environmental Policy Research Extension and Development (CEAPRED), créé en 1990, possède une grande expérience en matière de mobilisation de groupes, d'application et d'institutionnalisation du concept de développement participatif dans les cinq régions de développement du Népal. Le CEAPRED contribue au projet sur ses ressources propres, à hauteur de 14 500 USD.

Nom du pays et intitulé du don:	Sri Lanka: Projet régional de promotion économique de Matale
Nom de l'ONG:	Sarvodaya Economic Enterprises Development Services (SEEDS) - Sri Lanka
Montant du don du FIDA:	60 000 USD

Objectifs et activités:

Le projet entend appuyer une intervention du FIDA à Sri Lanka, le Projet régional de promotion économique de Matale qui vient d'être approuvé. Il précisera et développera le concept de déploiement de promoteurs d'entreprises pour stimuler les petites et micro-entreprises dans le district de Matale, où il ciblera les jeunes et les femmes sans emplois et les entrepreneurs ou ceux qui souhaitent le devenir.

L'objectif est d'implanter un promoteur d'entreprises dans chacun des quatre Secrétariats divisionnaires du district de Matale et de créer des services commerciaux. Les activités prévues sont les suivantes à: a) repérer les créneaux commerciaux au moyen d'évaluations participatives rurales économiques; b) lancer et gérer des entreprises grâce à des formations au travail d'entrepreneur, à la création de groupements, à des études de faisabilité et à la diffusion d'informations; c) assurer aux entrepreneurs une formation portant sur les technologies et la gestion; d) créer des centres d'information sur les entreprises afin de recueillir, de traiter et de diffuser des données commerciales détaillées; e) faire le lien avec les services de crédit; et f) expérimenter les technologies.

Le projet sera exécuté par Sarvodaya Economic Enterprises Development Services (SEEDS), en collaboration avec deux ONG plus petites. Créé en 1987 pour promouvoir le développement économique auprès des communautés démunies de Sri Lanka, SEEDS opère dans le district de Matale depuis sa création. Avec plus de 10 800 membres (dont 66% de femmes), l'organisation affiche de bons résultats en ce qui concerne l'établissement de banques villageoises, de sociétés et de petites et micro-entreprises à Sri Lanka. Dans le district de Matale, SEEDS a déjà créé 15 banques villageoises et installé plus de 1 400 entreprises (dont 62% non agricoles).



ANNEXE

Nom du pays et intitulé du don:	Belize: Projet de développement agricole et de gestion des ressources à l'initiative des collectivités
Nom de l'ONG:	Kekchi Council for Belize (KCB) - BELIZE
Montant du don du FIDA:	20 000 USD

Objectifs et activités:

Ce projet prévu sur neuf mois, vise à expérimenter une approche institutionnelle d'un type nouveau en aidant une ONG indigène créée à l'initiative des collectivités, le Sarstoon Temash National Park Co-Management Committee (STNPCC), à développer ses capacités en vue d'assurer avec le Gouvernement du Belize, la gestion du parc national de Sarstoon Temash. La cogestion de zones protégées est une façon de promouvoir le partage des pouvoirs et des responsabilités liés à la protection des ressources naturelles entre les autorités et les utilisateurs locaux. Associant les communautés indigènes vivant à proximité d'une zone protégée et le Gouvernement du Belize, la cogestion du parc national de Sarstoon Temash constitue la première initiative de ce genre. Ce projet devrait fournir une foule d'informations utiles pour le Projet de développement agricole et de gestion des ressources de Toledo, cofinancé par le FIDA et la Banque de développement des Caraïbes (BDC) dans le district de Belize.

Les objectifs spécifiques du présent projet sont: a) d'aider le Sarstoon Temash National Park Co-management Committee (STNPCC), ONG dûment répertoriée, à devenir un organisme parfaitement opérationnel et apte à assurer la cogestion du parc national de Sarstoon Temash avec le Gouvernement du Belize; b) de mettre en place des systèmes administratifs et financiers susceptibles de faciliter le travail d'administration du STNPCC; et c) d'assurer la formation du personnel chargé d'utiliser ces systèmes.

Il est prévu que le projet fera partie intégrante des activités préparatoires menées en vue de la mise en oeuvre d'un plan de cogestion beaucoup plus vaste qui a été soumis par le Kekchi Council au Fonds pour l'environnement mondial (FEM)/ Banque mondiale. La Banque mondiale a indiqué que l'attribution officielle du statut d'ONG au STNPCC était une condition préalable à l'octroi par le FEM d'un don de moyenne importance pour financer la proposition.

Groupe communautaire à sa création en 1986, le Kekchi Council of Belize (KCB) a été officiellement enregistré en 1992. Il s'est fait le porte parole des Maya Kekchi de Belize en participant au Programme de formation des populations indigènes, et en concluant des alliances avec le Belize Indigenous Training Institute, le Saskatchewan Indian Federated College, l'Inuit Circumpolar Conference (ICC Canada), et des organisations d'Amérique centrale qui se consacrent aux problèmes de développement rencontrés par les populations indigènes.

Nom du pays et intitulé du don:	Honduras: : Aide d'urgence pour le redressement de la production agricole des communautés Lenca touchées par l'ouragan Mitch
Nom de l'ONG:	Organisation nationale des indigènes Lencas (ONILH) - Honduras
Montant du don du FIDA:	75 000 USD

Objectifs et activités:

Suite à la catastrophe provoquée par l'ouragan Mitch, le don financera le redressement de la production agricole et la création de fonds communautaires médicaux en faveur de 20 communautés vivant dans les municipalités les plus touchées par l'ouragan dans les départements d'Intibucà et de La Paz, où 1 500 familles environ ont tout perdu: maisons, production, outils et matériel agricole. Le projet aidera les groupes cibles de deux projets cofinancés par le FIDA: le Projet de développement rural dans la région du Sud-Ouest (PROSOC) et le Programme de développement agricole pour la région occidentale (PLANDERO).

Le don à l'Organisation nationale des indigènes Lencas (ONILH) est destiné à des caisses rurales d'épargne et de crédit (CREC) dont le fonctionnement repose sur la mobilisation de l'épargne. L'objectif est de reconstituer le capital de ces caisses car, du fait des dégâts, les familles sont contraintes de retirer leurs économies pour faire face aux besoins de l'urgence immédiate et de la reconstruction. En outre, vu la situation actuelle, il est peu probable que les CREC des communautés victimes de l'ouragan recouvrent la plus grande partie de leurs prêts. Outre des prêts à la production, le don permettra à ces caisses de mettre en place des fonds communautaires tournants destinés à l'achat et à la distribution de fournitures médicales.

L'Organisation nationale des indigènes Lencas (ONILH) représente à elle seule 2 000 organisations de base, plus de 1 000 conseils indigènes locaux, 60 conseils indigènes municipaux, et six conseils indigènes départementaux. Elle a déjà organisé dans la zone cible du projet environ 800 caisses rurales d'épargne et de crédit. Elle opère au niveau national (Honduras) et a été créée grâce aux contributions des conseils indigènes locaux avec mission d'acheminer des ressources vers les CREC dont le rôle est de financer les activités productives de leurs membres et de leurs clients.

ANNEXE

Nom du pays et intitulé du don: **Trinité-et-Tobago:** Projet de Princess Town

Nom de l'ONG: Committee for the Uplifting of the Underprivileged of Princess Town (CUUP) - Trinité-et-Tobago

Montant du don du FIDA: 54 000 USD

Objectifs et activités:

Étant donné que le pays importe chaque année 1,5 million de kilogrammes de viande ovine et caprine, que la production locale ne satisfait que 5% de la demande totale de viande de petits ruminants, que la demande de viande d'agneau locale est élevée et a toutes les raisons de croître du fait du développement du tourisme, et l'agneau produit localement est de meilleure qualité que la viande congelée importée de Nouvelle-Zélande et d'Australie, le projet a pour but d'accroître le niveau de production des petits éleveurs pauvres de Princess Town, où 50% des ménages vivent au-dessous du seuil de pauvreté national et 40% sont dirigés par une femme.

L'approvisionnement insuffisant et irrégulier de viande d'agneau étant imputable à une structure de production limitée et à de mauvaises méthodes d'élevage, le projet créera une coopérative de 20 familles (dont cinq dirigées par une femme). La coopérative fournira à chacune d'entre elles cinq brebis reproductrices et tous les intrants nécessaires, et vendra et achètera les agneaux au prix du marché. D'après les estimations, le projet devrait produire 200 agneaux sevrés et 3,2 tonnes de viande d'agneau chaque année, après stabilisation la deuxième année.

Le projet constituera également un projet pilote dans un pays qui n'a encore fait l'objet d'aucune opération du FIDA, et servira de base au développement d'une stratégie d'investissement pour l'an 2 000.

Nom du pays et intitulé du don:	Albanie: : Projet de remise en état de petits périmètres d'irrigation - composante crédit
Nom de l'ONG:	International Development Foundation of the Irish League of Credit Unions (ILCUF) - Irlande
Montant du don du FIDA:	75 000 USD

Objectifs et activités:

Du fait de la crise financière, économique et politique de 1997, le secteur financier de l'Albanie s'est très affaibli. Les services bancaires, financiers et d'intermédiation sont insuffisants, en particulier dans le domaine du crédit agricole. Seule une part infime des systèmes de crédit existants s'adresse aux paysans et petits entrepreneurs démunis, pour qui la sécurité de l'épargne et les prêts économiques sont un besoin crucial.

Le projet renforcera le Projet de remise en état de petits périmètres d'irrigation financé par le FIDA dont le but est d'accroître la sécurité alimentaire et le revenu des ménages ruraux par le biais de la remise en état des petits périmètres d'irrigation gérés par les paysans. Après la faillite de l'organisme initialement chargé de mettre en œuvre la composante crédit de ce projet (la banque commerciale rurale), il a été décidé de redéfinir la composante crédit en trouvant de nouveaux moyens d'octroi du crédit par le biais du Projet de développement de la caisse de crédit mutuel d'Albanie (ACUDP), actuellement financé par la Fondation pour le développement international du Irish League of Credit Unions (ILCUF) et cofinancé par le Service de secours catholique d'Albanie et le programme de partenariat de l'Union européenne.

L'ACUDP a démarré ses premières activités en janvier 1996 avec un projet pilote de trois ans. Le programme a élaboré un plan de travail de quatre ans pour la période 1999-2002. Le don du PCE couvrira les douze premiers mois du projet, qui commencera en mars 1999. Le projet sera cofinancé par l'ILCUF, le Gouvernement irlandais et l'organisation faîtière du Irish Credit Union Movement.

Les activités qui seront entreprises avec l'appui du don du PCE se fonderont sur les résultats obtenus par le projet pilote et comprendront: a) une formation à l'intention des caisses de crédit mutuel en place; b) la création de nouvelles caisses; et c) le renforcement de l'organisation faîtière de la Caisse de crédit mutuel d'Albanie encore à l'état embryonnaire. Tous les services appropriés - suivi, comptabilité, service de prêt et administration - seront fournis. Des programmes de perfectionnement seront organisés à l'intention des agents de terrain et des directeurs de caisses de crédit mutuel et assurés par des experts nationaux et internationaux. Leur mise en œuvre incombera à l'ILCUF et à l'ACUDP et sera financée par l'ILCUF (62%), le FIDA (33%) et d'autres donateurs, parmi lesquels le Gouvernement irlandais (5%). Le coût total du projet est de 226 640 USD sur une période de douze mois.

L'on prévoit que les enseignements tirés de ce projet permettront de définir les moyens d'octroyer des prêts au titre du projet de remise en état des petits périmètres d'irrigation, et, ce qui est plus important, de préparer la voie pour la création d'un groupe national de caisses de crédit mutuel qui dotera les paysans albanais d'un système fiable d'épargne et de crédit. L'instauration d'une organisation faîtière nationale permettra de mieux coordonner les activités des caisses de crédit mutuel et de créer des corrélations avec les initiatives menées parallèlement dans le domaine du développement en Albanie. Le cadre législatif dans lequel s'inscrivent les caisses de crédit mutuel du pays sera encore renforcé par le projet.



ANNEXE

Depuis sa création en 1989, l'ILCUF a appuyé des projets dans 70 pays pour promouvoir les caisses de crédit mutuel à l'échelon local, par le biais d'un soutien aux caisses de crédit mutuel elles-mêmes, ainsi qu'aux associations régionales. En Albanie, le but de l'ILCUF est d'élaborer des projets à caractère coopératif et d'y intégrer des plans d'épargne et de crédit. Le statut d'ONG de l'ILCUF lui a valu le cofinancement de l'Union européenne (UE) pour trois grands projets de développement de caisses de crédit mutuel en Albanie, en Gambie et dans la Fédération de Russie.

Nom du pays et intitulé du don:	Algérie: Projet de renforcement des capacités des organisations non gouvernementales dans le contexte de la conservation de la diversité biologique et de la lutte contre la dégradation des sols dans les écosystèmes arides et semi-arides.
Nom de l'ONG:	Comité National des ONG algériennes du réseau international des ONG sur la désertification (CNOA-RIOD) - Algérie
Montant du don du FIDA:	75 000 USD

Objectifs et activités:

Le projet prendra en compte les problèmes majeurs qui touchent l'oasis de Taghit, dont les plus urgents sont : a) la salination; b) la perte de la diversité biologique du fait de la pollution des eaux souterraines; c) la faible fertilité des sols; et d) des problèmes sanitaires graves dus à l'utilisation contre-indiquée des eaux usées pour les plantations de dattiers, qui nuit à la santé de la population et à la qualité des dattes. Les organismes de cofinancement sont le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds canadien pour les initiatives locales (FCIL), le Gouvernement français, la société pétrolière d'Algérie (SONATRACH) et les autorités publiques locales.

L'objectif global du projet est de renforcer les capacités des ONG et des organisations communautaires afin d'aider les communautés à s'engager dans des activités visant une utilisation plus durable des ressources naturelles grâce à la mise à l'essai de nouvelles technologies et à la formation de la population locale et du personnel de vulgarisation à la gestion durable des ressources. Les activités proposées comprennent la construction d'une station d'épuration des eaux usées et l'établissement d'une ferme expérimentale pour la vulgarisation des techniques agrosylvopastorales dans les zones arides pour lutter contre la salination et la désertification. Suite à des ateliers et des stages de formation, une structure communautaire pour la gestion des opérations et l'entretien de la station d'épuration des eaux usées sera créée. S'il est sans lien direct avec les projets du FIDA en cours dans le pays, le projet devrait cependant fournir de précieuses informations qui aideront à ouvrir la voie à des investissements futurs.

ANNEXE

Nom du pays et intitulé du don: Azerbaïdjan: Projet de crédit et de formation agricoles

Nom de l'ONG: Relief International (RI) - États-Unis

Montant du don du FIDA: 75 000 US

Objectifs et activités:

Ce projet d'un an complète le projet de privatisation des exploitations agricoles que le FIDA mène actuellement dans le district Shahor du territoire Nakhitchévan, dans le but de promouvoir les associations de crédit aux fins de développement des communautés et d'accroissement du revenu agricole.

Le projet cible les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays qui vivent à proximité de la région couverte par le projet de privatisation des exploitations agricoles mais qui n'en bénéficient pas. Il a pour objectif de les aider à entreprendre des activités agricoles qui pourront améliorer leurs conditions de vie et les aider à passer d'une situation de dépendance vis-à-vis de l'aide alimentaire humanitaire à une plus grande autonomie. Reposant sur une approche décisionnelle à assise communautaire, le projet aura également un rôle de médiation en cas de conflits. S'il est couronné de succès, il apportera au FIDA de précieux enseignements sur les moyens d'atteindre les réfugiés et les personnes déplacées, qui comptent souvent parmi les plus pauvres.

Les activités financées sur le don du PCE comprennent: a) prévoir des facilités de crédit par le biais d'une combinaison de dons et de prêts, dont des plans de réinvestissement; b) rechercher les paysans qui tentent de se diversifier et/ou d'adopter de nouvelles technologies et qui seraient susceptibles de mener des activités de démonstration; c) recenser les besoins de formation technique et établir des programmes de formation; d) assurer une formation, des conseils et un appui technique en matière de gestion des entreprises agricoles, de comptabilité et de techniques commerciales de base.

Relief International (RI) mène des activités en Azerbaïdjan depuis 1993. Son personnel, très dévoué, est hautement qualifié et sa structure organisationnelle et de direction est bien développée. En Azerbaïdjan, RI a mis au point une méthodologie efficace d'élaboration de programmes intégrés de développement rural qui a appuyé avec succès la transition d'une phase de dépendance vis-à-vis des initiatives économiques publiques suite à l'effondrement de l'Union soviétique à la création de systèmes durables reposant sur la responsabilité et la transparence au niveau communautaire. L'organisation collabore avec la FAO et le HCR en Azerbaïdjan depuis 1995. Elle a créé des liens avec les responsables de kolkhozes et de sovkhozes et avec le Ministère de la santé et travaille en partenariat avec diverses ONG nationales. En 1998, RI a collaboré avec le FIDA dans le cadre de programmes ruraux de reconstitution du cheptel au Burundi et au Rwanda.

Nom du pays et intitulé du don: Géorgie: Projet de reconstitution du cheptel

Nom de l'ONG: Relief International (RI) - États-Unis

Montant du don du FIDA: 75 000 USD

Objectifs et activités:

Ciblé sur les personnes déplacées à l'intérieur du pays, le projet viendra compléter le Projet de développement agricole récemment lancé par le FIDA et la Banque mondiale qui, lui, ne s'adresse pas à ce secteur de la population.

Au moyen de la distribution de bétail, le projet vise à augmenter les revenus et à améliorer l'état nutritionnel des personnes déplacées à l'intérieur du pays qui vivaient précédemment de l'agriculture et/ou de l'élevage et n'ont plus de revenus stables en raison de la guerre. La reconstitution du cheptel constitue une forme viable de diversification de l'économie rurale en Géorgie susceptible de renforcer la sécurité alimentaire et de réduire la pauvreté des ménages ruraux. Toutefois, comme indiqué dans l'étude de pays réalisée par la Banque mondiale, le développement des systèmes et des technologies de production animale apparaît comme une nécessité impérieuse. En l'absence de financements importants, l'effort doit d'abord porter sur le niveau de base représenté par l'agriculture paysanne et l'industrie artisanale, à travers l'expérimentation de technologies et d'approches institutionnelles nouvelles, l'organisation de programmes de formation et la mise en place de services privés de vulgarisation, de suivi vétérinaire, de commercialisation et de financement, tout en ciblant les populations les plus vulnérables parmi lesquelles figurent les personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Les activités, prévues sur douze mois, comprennent: (a) la sélection des villages cibles et du personnel à former; (b) la formation aux méthodes de reconstitution du cheptel; (c) le développement communautaire; (d) la mise en place de systèmes de crédit renouvelable; et (e) la création d'un système durable de reconstitution du cheptel. Compte tenu de l'expérience de terrain, le projet s'appuiera sur des mécanismes de remboursement en nature, plutôt qu'en espèces, ce dernier requérant des dispositifs bancaires et financiers complexes.

Le projet ne se limitera pas à apporter des avantages économiques et financiers, il jouera un rôle médiateur en situation de conflit grâce à la nature communautaire de l'approche adoptée pour les prises de décision .



ANNEXE

Nom du pays et intitulé du don: **Jordanie:** Activités participatives communautaires d'aménagement des parcours

Nom de l'ONG: Queen Alia Fund (QAF) - Jordanie

Montant du don du FIDA: 65 000 USD

Objectifs et activités:

Le projet vient compléter la première phase du Programme national de régénération et d'exploitation des parcours (NPRRD I) financé par le FIDA, en introduisant au niveau des communautés locales l'approche participative adoptée par le programme. En Jordanie, les approches participatives du développement communautaire sont perçues comme une nouveauté, au même titre d'ailleurs que l'attribution à une ONG de la responsabilité de mise en oeuvre du développement durable.

Le projet entend faire la démonstration d'une approche participative novatrice et durable dans le secteur du développement communautaire local à travers l'exécution de programmes de formation des bénéficiaires aux savoir-faire et aux principes d'aménagement durable des parcours et à l'autonomie communautaire. Le projet aplanira les difficultés qui auraient pu surgir lors de la mise en place de l'aménagement à long terme des parcours par les communautés bédouines locales.

Les activités du projet sont les suivantes: a) former des comités locaux de gestion; b) démarrer officiellement les activités dans la communauté; c) identifier le groupe cible; d) élaborer le contenu du programme de formation; e) conduire des ateliers d'évaluation rurale participative sur le terrain; et f) organiser, pour les membres de la communauté, des sessions de formation sur la régénération et l'exploitation des parcours.

Le Queen Alia Fund (QAF), la plus grosse ONG jordanienne, possède une grande expérience de ce type d'activités dans tout le pays. L'organisation créée en 1977 possède près de 50 centres de développement communautaires souvent établis dans des zones rurales reculées de la Jordanie. En juin 1994, le QAF a ouvert le Queen Zein Al Sharaf Training Complex for Development, qui propose aux formateurs des formations spécialisées dans des domaines tels que le développement communautaire, la communication, le commerce et l'enseignement préscolaire et technique. Le complexe comporte également un centre de développement communautaire qui s'occupe de l'application pratique des formations et répond aux besoins des communautés environnantes.

Nom du pays et intitulé du don:	Liban: Projet de formation de revenu de sécurité alimentaire en faveur des ménages ruraux pauvres du Sud-Liban
Nom de l'ONG:	Fondation Imam Al-Sadder (ISF) - Liban
Montant du don du FIDA:	75 000 USD

Objectifs et activités:

Si le projet donne de bons résultats, il pourra éventuellement servir au FIDA de point d'ancrage au Sud-Liban. Le don ne servira pas seulement à aider les plus pauvres des femmes rurales de la région, mais également à faire connaître le FIDA dans cette région en vue de projets futurs, comme cela a été envisagé dans l'Exposé des opportunités stratégiques de pays (COSOP). Outre le don du FIDA, le projet sera cofinancé par la Fondation Imam Al-Sadder (ISF), à hauteur de 107 000 USD, et par les bénéficiaires dont la contribution en nature équivaldra à 47 000 USD.

Le projet fera don de chèvres laitières Shami aux 220 femmes rurales du groupe cible qui vivent dans des villages pauvres du Sud-Liban et qui, suite à la guerre civile récente, se retrouvent seules à la tête d'un ménage. Chaque femme élèvera une chèvre et remettra à ISF une chevrette pour qu'elle soit attribuée à une autre bénéficiaire. Les paysannes bénéficieront de l'intervention au moyen d'un fond renouvelable en nature dont les 140 premières chèvres Shami fournies par le projet constitueront le noyau. Les chevreaux mâles nouveaux-nés seront récupérés par l'ISF pour être engraisés et vendus. Le produit de la vente servira à acheter de nouvelles chèvres.

Avant de distribuer les chèvres, le projet enseignera aux femmes concernées les techniques et les règles de base de l'élevage caprin, notamment l'alimentation quantitative et qualitative correcte; la prévention et le traitement des maladies; la traite et la manipulation du lait. En raison de l'absence de débouchés commerciaux dans la région, l'ONG appuiera également, à titre d'activité pilote, la création par les femmes rurales d'un nombre restreint de petites coopératives de production. En cas de succès, l'initiative sera étendue. L'ISF achètera le lait, qui ne sera ni consommé localement ni vendu par les femmes, et l'utilisera comme matière première pour une unité de production de pâtisseries.

L'insécurité régnant dans le Sud-Liban à cause de la guerre a rendu difficile, voire impossible, toute intervention des donateurs sauf à travers les ONG. La Fondation Imam Al Sadder est bien placée pour exécuter, dans de bonnes conditions d'économie et d'efficacité, le projet proposé. Les projets de l'ISF concernent en priorité les besoins essentiels des communautés locales, comme le développement agricole, le développement communautaire, le renforcement du pouvoir d'action des femmes, la survie des enfants, la nutrition et la santé, l'environnement et la démographie. Il a déjà exécuté de façon satisfaisante plusieurs activités de type communautaire en collaboration avec d'autres bailleurs de fonds travaillant au Liban, par exemple le Comité norvégien d'aide (NORWAC), la Banque islamique de développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Save the Children Fund.

ANNEXE

Nom du pays et intitulé du don:	Maroc: Programme d'appui aux associations villageoises de femmes rurales de la région Taourirt-Taforalt dans l'est du Maroc
Nom de l'ONG:	Near East Foundation (NEF) - États-Unis
Montant du don du FIDA:	71 000 USD

Objectifs et activités:

Le projet se fonde sur l'expérience et les résultats du Centre de formation aux technologies appropriées (CFTA), créé par la Near East Foundation (NEF) et financé en grande partie par un don octroyé par le FIDA en 1993 dans le cadre de son Programme de coopération élargie.

Le don entend principalement renforcer la sécurité alimentaire et améliorer les conditions de vie des femmes rurales et de leurs familles en organisant leur participation à la société civile à travers une approche qui associe la formation, l'appui technique, l'organisation communautaire et les technologies appropriées. Le don PCE permettra au NEF d'étendre son programme à la région orientale du Maroc et, par la reproduction et l'adaptation de modules d'organisation et de formation des femmes aux activités rémunératrices, d'une part, et la production et la distribution de fourneaux permettant d'économiser le combustible, d'autre part, de le rattacher au projet FIDA de développement rural dans la zone de Taourirt-Taforalt, actuellement en cours.

Les activités du projet sont les suivantes: a) donner aux femmes les moyens de s'organiser en groupes et en associations en vue de suivre des formations et de se lancer dans des activités rémunératrices; b) améliorer les savoir-faire commerciaux en proposant des ateliers de formation et des microprojets communautaires; et c) introduire des fourneaux permettant d'économiser le combustible pour dégager du temps au profit d'activités rémunératrices et réduire la pression sur les ressources forestières. Il est espéré en outre que les groupes se transformeront en associations en bonne et due forme.

Depuis 1987, année du démarrage de ses opérations au Maroc, l'approche adoptée par le NEF dans le domaine du développement socio-économique est passée de l'appui technique à un programme plus large en faveur des familles, qui recourt à l'utilisation des technologies appropriées comme promoteur du changement social. Par ailleurs, le NEF peut se targuer d'une longue collaboration avec les autorités marocaines à tous les niveaux. Le CFTA a récemment lancé, avec plusieurs organismes publics marocains et organisations de bailleurs de fonds, une campagne d'extension de ses activités dans 100 villages supplémentaires sur une période de 5 ans.

Nom du pays et intitulé du don:	Yémen: Appui aux soins de santé communautaires dans le district de Raymah.
Nom de l'ONG:	Coopération internationale pour le développement (CID - Yémen)
Montant du don du FIDA:	75 000 USD

Objectifs et activités:

Le don vise à rendre les soins de santé plus facilement accessibles aux pauvres qui n'ont pas les moyens de quitter la zone pour se faire soigner. Il complétera le Projet de mise en valeur de la zone de Raymah, qui est financé par le FIDA pour lutter contre la pauvreté dans l'une des régions les plus déshéritées du Yémen et dont la composante de développement communautaire participatif est très importante.

Le don ECP financera plus spécifiquement les activités suivantes: a) remettre en état les routes d'accès à l'hôpital rural de district à Jebin; b) proposer une formation aux femmes chargées des soins de santé primaires là où elles ont très peu eu l'occasion d'en bénéficier; c) favoriser un accès sûr à l'eau potable; d) appuyer les initiatives locales en faveur de l'hygiène du milieu. Pour mettre ces activités en oeuvre, le projet renforcera les capacités du Conseil sanitaire de district, institution communautaire mise en place dans le cadre d'un nouveau système de santé décentralisé visant à plus d'efficacité et de rentabilité.

Le Conseil sanitaire de district constitue le prototype même de l'institution qui peut être reproduite non seulement à Raymah mais dans d'autres régions du Yémen, voire ailleurs. On estime que le succès de ce genre d'institution contribuera à renforcer la confiance et l'autonomie de la communauté locale qui cherche à jouer un rôle plus actif. Le projet pourrait favoriser de façon décisive la transformation du Conseil sanitaire de district en une ONG locale libre de travailler en son nom pour se constituer des ressources propres et bénéficier indépendamment de financements de donateurs pour des plans bien conçus et soigneusement préparés.

La Coopération internationale pour le développement (CID) est un service de l'Institut catholique pour les relations internationales. Depuis sa création en 1975, la CID - Yémen fait un travail apprécié dans la région de Raymah, et jouit d'une bonne réputation auprès du Gouvernement du Yémen, de la communauté des donateurs, et plus important encore des habitants de Raymah. La CID cherche à piloter des systèmes de soins de santé communautaires comportant une forme de partage des coûts pour accéder aux services, afin de promouvoir la viabilité financière, la décentralisation des services et la prise en charge des responsabilités par les bénéficiaires. La CID contribue au projet à hauteur de 662 768 USD.

ANNEXE

Nom du pays et intitulé du don: **Cameroun:** Sensibilisation et renforcement des capacités

Nom de l'ONG: Caucus africain des femmes du RIOD - Cameroun

Montant du don du FIDA: 30 000 USD

Objectifs et activités:

Le don octroyé à l'assemblée camerounaise du Caucus africain des femmes du RIOD appuiera le programme annuel de sensibilisation et de renforcement des capacités des groupes de femmes dans dix pays (Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Soudan, Tchad et Zimbabwe). Le programme comprendra: a) la sélection, dans chaque pays, d'associations féminines actives qui serviront d'antennes locales de diffusion du matériel d'information sur la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification; b) la traduction de ce matériel dans toutes les langues nationales; c) l'organisation de réunions permettant aux groupes de femmes d'échanger informations et expériences; et d) la formation d'animatrices qui contribueront à renforcer dans les pays concernés par le projet la capacité institutionnelle des groupes féminins dont elles faciliteront ainsi la participation à l'application de la Convention.

Le Caucus africain des femmes du RIOD est un sous-réseau régional du Réseau international des ONG sur la désertification (RIOD) créé en novembre 1994 par les ONG participant aux négociations sur la Convention. L'intuition que les ONG et les organisations communautaires pourraient agir plus efficacement contre la désertification en échangeant leurs informations, leurs expériences et leurs idées, est à l'origine de la création du RIOD. Les ONG regroupées au sein du RIOD ont mis au point un Plan d'action des ONG pour lutter contre la désertification, qui a pour objectif de faciliter la participation communautaire à la planification et à l'exécution des plans d'action nationaux de lutte contre la désertification en organisant notamment dans chaque pays des campagnes de sensibilisation et des consultations communautaires. Le réseau fonctionne en s'appuyant sur des centres nationaux, sous-régionaux et mondiaux. Le Caucus africain des femmes du RIOD essaie principalement d'encourager la participation des femmes rurales, notamment des pays sahéliens, à l'exécution de la Convention au niveau local.

Nom du pays et intitulé du don:	Afrique australe: Renforcement des capacités des associations paysannes et des ONG dans la région de la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC) en vue d'assurer la sécurité alimentaire et une agriculture écologiquement viable
Nom de l'ONG:	Development Innovations and Networks (East and Southern Africa) (IRED - ESA) - Zimbabwe
Montant du don du FIDA:	50 000 USD

Objectifs et activités:

Le don financera la préparation d'un programme triennal de renforcement des capacités, prévu sur trois ans, dont le but est d'asseoir et de promouvoir des réseaux viables regroupant les associations et mouvements paysans et certaines ONG jouant le rôle d'intermédiaire, afin que les petits paysans soient capables de se positionner sur le marché en tant qu'acteurs et interlocuteurs maintenant que la région de la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC) est ouverte au processus de libéralisation et de privatisation .

Les activités du projet, qui sont axées sur six pays et suivent une approche participative, sont les suivantes: a) évaluer les besoins en matière de renforcement des capacités; b) sélectionner les données d'expérience méritant d'être diffusées; et c) mettre en place un forum pour faciliter la création de réseaux entre les organisations des pays concernés. Le projet donnera aux groupes cibles les moyens d'élaborer leurs propres stratégies, et les rendra aptes, d'une part, à mieux défendre leur position au moment des prises de décision et , d'autre part, à participer aux programmes d'action.

Les résultats attendus du projet s'inscrivent dans la stratégie régionale du FIDA, qui met l'accent sur l'ouverture du marché aux petits paysans tout en renforçant leur organisation dans ce contexte, et sur la mise en place de services qui les aident à réagir aux réformes macro-économiques et sectorielles et augmentent ainsi les possibilités de formation de revenus et le niveau de sécurité alimentaire. L'évaluation des besoins et le choix des expériences à échanger et diffuser contribuera à rendre la mise en oeuvre de la stratégie régionale du FIDA plus efficace dans un milieu mieux informé. Les expériences réussies pourraient devenir des prototypes susceptibles d'être reproduits ou étendus dans les projets des pays concernés.

Le projet sera exécuté en collaboration avec la FAO, dont la contribution s'élève à 47 000 USD, et CROCEVIA, une ONG italienne qui contribue à hauteur de 15 000 USD.

L'IRED est un réseau mondial qui possède des bureaux régionaux en Amérique latine, en Asie, en Afrique et en Europe, ce qui facilite les échanges d'expérience et la communication, et qui organise avec ses partenaires des activités d'appui technique et de renforcement des capacités institutionnelles. En Afrique de l'Est et en Afrique australe, l'IRED travaille avec plus de 100 organisations réparties dans 15 pays. Ces partenaires sont soit des associations locales formées par des personnes marginalisées pour répondre à leurs besoins communs, soit des organisations d'appui travaillant directement avec les populations locales. Outre son Service d'appui au développement régional basé à Harare, l'IRED a un bureau sous-régional à Johannesburg (République d'Afrique du Sud).

ANNEXE

Nom du pays et intitulé du don:	États-Unis: Renforcement de la campagne de sensibilisation du public à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CCD)
Nom de l'ONG:	Earth Action - États-Unis
Montant du don du FIDA:	33 500 USD

Objectifs et activités:

Le projet a pour objectifs de: a) sensibiliser l'opinion publique des États-Unis à la Convention sur la lutte contre la désertification; b) élargir la base d'appui des ONG à la Convention, notamment pour les ONG dont les réseaux s'étendent dans les états dont les représentants siègent à la Commission des relations étrangères du Sénat; c) augmenter l'appui du secteur privé à la Convention, plus particulièrement dans les états mentionnés précédemment; et d) lancer une vaste campagne d'information médiatique tant nationale que locale dans ces mêmes états.

Les activités financées par le don s'organisent essentiellement autour de la préparation et l'adaptation de publications et de matériel éducatif traitant de la Convention sur la lutte contre la désertification et de l'importance qu'elle revêt pour les Etats-Unis, de façon à cibler trois types de public: a) les groupes écologistes des états déjà mentionnés; b) les sénateurs et le personnel du Sénat; c) le secteur privé (en tant qu'allié potentiel et lien stratégique avec les membres de la Commission des relations étrangères du Sénat); d) les médias.

Earth Action a très activement contribué aux négociations de la Convention et a organisé des activités de mobilisation pour constituer un groupe d'appui à la Convention suffisamment puissant pour soutenir la ratification du traité par le Sénat des États-Unis.